

Yémen. La France complice ?

Selon les Nations unies, le Yémen connaît « la plus grande crise humanitaire au monde ». Une crise imputable à une guerre alimentée par les ventes d'armes françaises.



Au Yémen, un enfant meurt toutes les dix minutes de maladies pouvant être évitées. Cette situation dramatique est le résultat d'un conflit sanglant opposant depuis trois ans les forces de la minorité chiite houthie aux forces du président Hadi soutenues par une coalition internationale menée par l'Arabie saoudite. Sur les 27,4 millions de yéménites, près de 19 millions ont aujourd'hui besoin d'une aide humanitaire, plus de 8 millions sont au bord de la famine. 2 200 personnes sont mortes du choléra sur plus d'un million de Yéménites infectés. S'ajoutent à cela les milliers de civils tués ou blessés lors des combats qui ont contraint plus de 2 millions de personnes à fuir. Le Yémen est depuis trois ans le théâtre de crimes de guerre perpétrés par toutes les parties au conflit. Bombardements d'hôpitaux, de civils, de dépôts de nourriture... et un blocus pour affamer la population sont parmi les crimes odieux perpétrés par la coalition en toute impunité. Ils sont commis grâce au soutien politique et aux armes fournies par les alliés occidentaux de la coalition, parmi lesquels la France.

Le paradoxe français

Alors qu'elle appelle à une solution pacifique du conflit, la France continue d'approvisionner l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis en armes. D'une main elle caresse, de l'autre elle jette de l'huile sur le feu. Effectivement, chaque année, les autorités françaises autorisent l'exportation de matériels de guerre vers ces deux pays. Quelles garanties a-t-elle que ces armes ne seront pas utilisées pour commettre des crimes de guerre ? De sérieux doutes planent sur la conformité de ces ventes au Traité sur le commerce des

armes dont la France a été un des fers de lance, ainsi qu'à la Position commune de l'Union européenne définissant des règles sur les exportations d'armes. Dans des pays comme l'Allemagne, la Norvège et le Canada, la mobilisation citoyenne a conduit les gouvernements à prendre conscience de l'illégalité et des conséquences humaines potentiellement désastreuses de leurs exportations d'armes à la coalition dans le conflit au Yémen. C'est au tour de la France d'ouvrir un vrai débat démocratique sur le sujet.

– Pour agir : [téléchargez la lettre d'intervention](#) !

Cette lettre d'intervention s'adresse à tous les députés car de cette façon nous multiplions nos chances de faire la lumière sur les ventes d'armes françaises à l'Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis.

.....
.....
.....

Madame la Députée,
Monsieur le Député,
Assemblée nationale
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

A, le/...../2018

Madame, Monsieur,

Depuis trois ans, le Yémen est en proie à un conflit dévastateur qui voit se multiplier les crimes de guerre commis par toutes les parties au conflit et notamment par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, grâce au soutien politique et aux armes fournis par leurs alliés occidentaux, parmi lesquels la France.

Malgré les risques dramatiques que cela fait courir aux populations civiles, les autorités françaises continuent d'autoriser l'exportation vers ces deux pays de matériels de guerre susceptibles de servir à la commission de crimes de guerre. On ne peut que s'interroger sur la conformité de ces exportations au Traité sur le commerce des armes et à la Position commune de l'Union européenne.

Dans ce contexte, je vous demande de bien vouloir œuvrer à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur les exportations d'armes et leur conformité aux engagements internationaux de la France.

Dans cette attente, veuillez agréer, Madame la députée /Monsieur le Député, l'expression de mon profond respect.